



## Conseil de sécurité

### Briefing : Haïti

New York, le 20 novembre 2024

Déclaration de la Suisse  
Lue par Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint

---

Monsieur le Président,

Je remercie le Sous-Secrétaire général, M. Miroslav Jenča, et la conseillère à la sécurité nationale auprès du président du Kenya, Mme Monica Juma, pour leurs interventions. Nous remercions le Dr. Pape de sa contribution. Nous prenons note des remarques de M. Cohen.

La crise multidimensionnelle en Haïti persiste, marquée par des graves violations et abus de droits humains, notamment de nombreux homicides et exécutions extrajudiciaires, ainsi que des violences sexuelles et sexistes à grande échelle. La Suisse condamne cette violence brutale des gangs. Dans les mots de Sœur Paésie Philippe, directrice d'écoles pour enfants des rues à Cité Soleil, « La situation n'est pas revenue à son point de départ, elle a empiré ». Bien que certains progrès politiques aient été réalisés, les récents développements illustrent la fragilité politique. Nous appelons les acteurs politiques haïtiens à surmonter leurs différends pour rester sur la voie définie dans la déclaration finale de mars dernier.

J'aimerais souligner deux points fondamentaux :

Premièrement, il faut briser le cercle vicieux de violences. Cela implique de garantir la mise en œuvre de l'embargo sur les armes et d'interrompre les flux illicites d'armes vers Haïti. Les menaces, la terreur et la violence des gangs contre la population doit cesser. L'utilisation d'enfants par les gangs est inacceptable. Ceux déjà recrutés doivent être considérés comme des victimes et des survivants soutenus dans leur réintégration, conformément aux normes internationales. Parallèlement, investir dans la prévention est crucial, notamment en garantissant l'accès à l'éducation. La fermeture de plus de mille écoles cette année en raison de la situation sécuritaire prive la jeunesse de perspectives. Cette situation est inacceptable.

Deuxièmement, il est urgent d'améliorer la situation humanitaire. La violence des gangs pousse des milliers de personnes à fuir leurs foyers. Plus de 700 000 personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, sont déplacées, et près de la moitié de la population fait face à une famine aiguë. Un accès humanitaire rapide, sûr et sans entraves reste indispensable pour sauver des vies. À cette fin, la Suisse reste engagée sur le terrain pour contribuer aux besoins humanitaires sans précédent du peuple haïtien.

Monsieur le Président,

Cette situation menace la paix et la sécurité internationales. Ce Conseil - en accord avec les États de la région - doit agir avec solidarité envers le peuple haïtien. Nous saluons le leadership du Kenya dans la mise en œuvre du mandat de la MSS. Cependant, en raison de contraintes de ressources, la MSS peine à atteindre ses objectifs, et la réalisation de son mandat est en péril.

La Suisse reste ouverte à examiner d'autres options, y compris transformer la MSS en une mission de maintien de la paix des Nations unies, comme demandé par Haïti. Toutefois, il faut une paix à maintenir, ce qui passe également par la perspective d'un avenir politique stable. De plus, l'histoire complexe des missions en Haïti exige une approche réfléchie, tenant pleinement compte des leçons apprises. Une évaluation approfondie et exhaustive, définissant le mandat de manière précise, ainsi que la taille, la

structure et les capacités d'une telle mission, basée sur les principes du maintien de la paix, serait un bon point de départ.

Ce Conseil a déjà démontré à trois reprises cette année sa capacité à trouver un consensus sur ce dossier. Nous devons poursuivre nos discussions dans cet esprit afin de répondre aux aspirations du peuple haïtien à vivre dans la paix et la sécurité.

Je vous remercie.

---

*Unofficial Translation*

Mister President,

I would like to thank the Assistant Secretary-General, Mr. Miroslav Jenča, and the National Security Advisor to the President of Kenya, Ms. Monica Juma, for their statements. We thank Dr. Pape for his contribution. We take note of the comments of Mr. Cohen.

The multidimensional crisis in Haiti continues, marked by serious human rights violations and abuses, including numerous killings and extrajudicial executions, as well as widespread sexual and gender-based violence. Switzerland condemns this brutal gang violence. In the words of Sister Paésie Philippe, director of schools for street children in Cité Soleil, "The situation has not returned to its starting point, it has worsened". Although some political progress has been made, recent developments illustrate the political fragility. We call on Haiti's political actors to overcome their differences and stay on the path defined in the final declaration of last March.

I would like to stress two fundamental points:

First, the vicious circle of violence must be broken. This means ensuring the implementation of the arms embargo and stopping the illicit flow of arms to Haiti. Threats, terror and gang violence against the population must stop. The use of children by gangs is unacceptable. Those already recruited must be considered as victims, and survivors supported in their reintegration, in line with international standards. At the same time, investing in prevention is crucial, notably by guaranteeing access to education. The closure of over a thousand schools this year due to the security situation is depriving young people of prospects. This situation is unacceptable.

Second, we urgently need to improve the humanitarian situation. Gang violence is forcing thousands of people to flee their homes. Over 700,000 people, more than half of them children, are displaced, and almost half the population is facing acute famine. Rapid, safe and unhindered humanitarian access remains essential to save lives. To this end, Switzerland remains committed on the ground to contributing to the unprecedented humanitarian needs of the Haitian people.

Mister President,

This situation threatens international peace and security. This Council - in agreement with the States of the region - must act in solidarity with the Haitian people. We applaud Kenya's leadership in implementing the MSS mandate. However, due to resource constraints, the MSS is struggling to achieve its objectives, and the fulfillment of its mandate is in jeopardy.

Switzerland remains open to examining other options, including transforming the MSS into a UN peacekeeping mission, as requested by Haiti. However, there has to be a peace to keep, which also requires the prospect of a stable political future. In addition, the complex history of missions in Haiti calls for a considered approach, taking full account of lessons learned. A thorough and comprehensive assessment, defining a precise mandate, size, structure and capabilities of such a mission, based on the principles of peacekeeping, would be a good starting point.

This Council has already demonstrated its ability to reach consensus on this issue three times this year. We must continue our discussions in this spirit in order to meet the aspirations of the Haitian people to live in peace and security.

Thank you.